

ICI & DEMAIN

POUR UN FUTUR DÈS AUJOURD'HUI



N°01 - NOVEMBRE 2019

ICI & DEMAIN, du *Syndicat SUD-Rail des Centraux*, est articulée autour d'anticipations, de réflexions au long cours, d'expressions « décalées », pour contribuer à rendre plus réelles les exigences sociales d'entraide et de coopération, et les exigences de respect de notre environnement, qui sous-tendent notre syndicalisme de transformation sociale.

Le futur n'est plus ce qu'il était !
(Slogan vu dans le cortège féministe du 1^{er} mai 1976)

SPECIAL PROCES **« SNCF / PEPY / RAIGNEAU »**

Dans quelques jours s'ouvrira donc le procès déjà appelé « procès SNCF/Pépy/Raigneau », dont les audiences ce dérouleront du **lundi 2 décembre 2024 jusqu'au mercredi 29 janvier 2025** au Tribunal Judiciaire de Paris. Ce procès s'inscrit dans le sillage de celui qui avait eu lieu en 2019 pour FRANCE TELECOM et son équipe dirigeante (le PDG Didier Lombard, le DG Opérations France Louis-Pierre Wenès, le DRH Olivier Barberot et quelques autres), suite au travail opiniâtre de nos camarades de SUD-PTT, auxquels s'était associée la CGC.

Mais il n'aura échappé à personne que la situation aujourd'hui est très différente de ce qu'elle était en 2019, et c'est l'occasion de faire un retour en arrière pour prendre la mesure des bouleversements intervenus, et mettre en perspective cette séquence par rapport aux évolutions encore à venir.

AU SIÈCLE PASSÉ !

En 1998 paraissait le livre « *Souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale* » de Christophe Dejours, qui rendait compte de 10 ans de recherches cliniques et théoriques sur le travail comme activité humaine centrale, sur les évolutions destructrices du *management* moderne, et sur les questions de société posées par la souffrance au travail : liens entre santé au travail, santé publique, justice sociale, vivre ensemble et apprentissage de la démocratie réelle.

Depuis le début des années 1990 en effet, l'évolution néo-libérale du capitalisme avait développé, d'abord dans le secteur privé, puis 15 ans plus tard dans le secteur public, un *management* destructeur du travail et des personnes au travail.

Les discours dévalorisant la maîtrise technique et l'organisation de métiers structurés et cimentés par les valeurs de service public, se sont généralisés au profit d'un discours uniquement gestionnaire. Et 4 grandes évolutions du *management* (individualisation de la relation de travail, standardisation, qualité « totale » impliquant le mensonge, et précarisation des statuts, lieux et organisations du travail), ont engendré tout un éventail de pa-

thologies physiques ou psychiques, qui ont posé des problèmes de santé publique reconnus (les TMS - troubles musculo-squelettiques – ou les « dépressions » par exemple), jusqu'à un développement sans précédent des suicides et tentatives de suicides liés au travail.



A partir des années 2000, les suicides et tentatives (qui continuaient dans le privé, singulièrement chez les pay-sans) se sont développés dans le public : La Poste, France Télécom, la SNCF, Pôle Emploi, les hôpitaux, l'Education nationale, l'Inspection du travail, etc., avec des décalages en fonction des contextes singuliers de chacun.

Ainsi à France Télécom (devenu Orange) en 2006-2010, la conjonction de facteurs externes (privatisation, concurrence, mutation technologique) et internes (un management violent dont l'objectif était le départ de 22000 « par

la porte ou par la fenêtre »), a conduit à une « vague » de suicides, tentatives et pathologies psychiques graves, qui a percé l'*omerta* médiatique.

PENDANT CE TEMPS-LÀ À VERACRUZ !

Face à ces évolutions, les années 1990 et 2000 n'offraient comme alternatives en actes un peu médiatisées, et à l'échelle internationale, que les mouvements indigènes d'Amérique latine, les zapatistes du Chiapas en tête.

LA BASCULE DE 2018-2019 : PACTE FERROVIAIRE, GILETS JAUNES, PROCÈS FRANCE TÉLÉCOM, MARCHES POUR LE CLIMAT

Sous la surface des événements, sur-amplifiée par la société du spectacle, des évolutions sociales profondes font germer des mécanismes précurseurs. On se souvient donc, en 2011, des occupations de places : place Tahrir au Caire (dans le cadre plus vaste des « printemps arabes »), place Puerta del Sol à Madrid (avec les *Indignados*) ou *Occupy Wall Street* à New York, qui revendiquaient des expériences plus ou moins poussées d'un vivre-ensemble respectueux des personnes et de l'environnement. Idem lors de la révolution syrienne, et pas seulement au Rojava (zones à majorité kurde), comme en avait rendu compte un petit ouvrage : « *Non-violence dans la révolution syrienne* » (co-édition Editions Libertaires & revue S!lence). Ou plus proche de nous la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, qui avait pénétré les imaginaires sociaux et résisté victorieusement aux répressions successives.

Mais c'est à partir de 2018 qu'une bascule s'est clairement opérée. En France, on se souviendra de la **grève des cheminots d'avril à juillet 2018** pour s'opposer à l'achèvement du démantèlement de la SNCF et avec elle du système ferroviaire. Dernière grande grève d'une corporation, qui laissait voir, derrière l'échec apparent, une modification des rapports usagers/salariés. Un livre avait rendu compte de la véritable prédation des capitalistes sur les services publics de transport : « *En marche forcée, une chronique de la libéralisation des transports* », de Laurent Kestel (Ed. Raison d'agir).

Puis le **mouvement des Gilets Jaunes** avait surgi en novembre 2018, mettant en avant les oubliés de toutes sortes des années du néolibéralisme arrogant (ouvriers, employés, petits commerçants, femmes, habitants contraints des espaces abandonnés des services publics, etc.), et offrant aux espaces les plus ingrats (les ronds-points) un destin de rassemblement et de partage. Court-circuitant tous les corps intermédiaires, s'auto-organisant, refusant la délégation à des *leaders*, ils avaient animé tout le premier semestre 2019 en « actes » hebdomadaires, auxquels l'Etat n'avait su répondre que par une répression extrêmement violente (plusieurs

morts, des milliers de mutilés et des condamnations judiciaires nombreuses et lourdes).

En parallèle, les **marches pour le climat**, centrées sur les questions environnementales, mobilisaient une nouvelle génération de personnes hors du milieu militant traditionnel, mettant clairement en accusation l'Etat et l'idéologie néolibérale dont les effets destructeurs de la planète n'étaient plus contestés. Le slogan « *fins de mois, fin du monde, même combat* » illustrait la contestation d'un système politique dans ses effets tant sociaux qu'environnementaux.



Le champ du travail ne fut pas en reste puisque le **procès FRANCE TELECOM / Didier Lombard**, avait permis de mai à juillet 2019 un certain débat public sur la violence managériale et la souffrance au travail, et avait abouti en décembre à la condamnation d'un système : l'idéologie de la guerre économique ne pouvait justifier un tel harcèlement organisé ayant conduit à des dizaines de suicides et des milliers de psychopathologies.

PENDANT CE TEMPS-LÀ À VERACRUZ !

Ce schéma était loin de n'être qu'hexagonal : Soudan (avec le rôle crucial des *Kandakas*, manifestations de femmes), Algérie (contre Bouteflika et tout le système de prédation des caciques du FLN), Hong-Kong, Sénégal (avec le mouvement *Y'en a marre*), Chili, Equateur, Liban, Indonésie (avec le mouvement *Bali tolak reklamasi* tout à la fois contre la polderisation aux fins touristiques et la corruption des gouvernements), Rojhelat (le Kurdistan iranien) sur les questions environnementales, Irak, etc. **Partout, une contestation populaire s'est élevée**, chacune issue des circons-

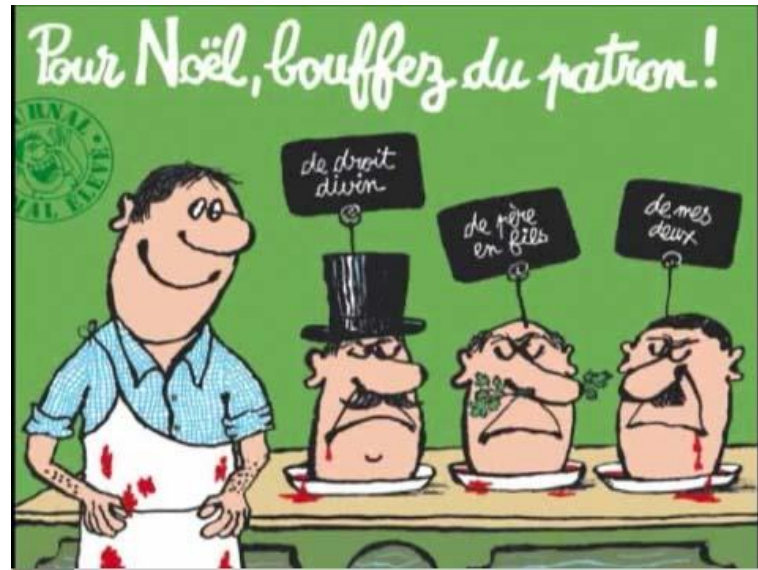
tances locales, mais combinant toutes, à des degrés divers, le **rejet d'un système politique et sa collusion avec une idéologie néolibérale** qui accélérât toujours plus la désagrégation sociale et la destruction des grands équilibres environnementaux.

L'AFFRONTEMENT DE DÉCEMBRE 2019

L'Etat et les patrons, pris dans leur fuite en avant de la création de valeur pour le capital, ont continué de vouloir avancer. Baisse drastique des conditions d'indemnisation du chômage, aggravation des contraintes financières sur le système de santé, casse de l'école, destruction du système de retraite à prestations déterminées (avec la retraite à points, non seulement il aurait fallu travailler plus longtemps pour une retraite moindre, mais son niveau n'était même plus garanti). **Tout ce qui restait des mécanismes sociaux d'entraide et de solidarité était programmé à disparaître pour obliger à se reporter sur les circuits privés.**

Quant à la SNCF, le **nouveau PDG Jean-Pierre Farandou**, succédant à Guillaume Pépy, avait illustré son arrivée avec une injonction contradictoire typique de celle qui avait engendré déjà les accidents ferroviaires de Brétigny en 2013 et Eckwersheim en 2015 : il prétendait vouloir revenir aux « fondamentaux » du système ferroviaire, et en même temps il promettait un plan de productivité comme la SNCF n'en avait encore jamais connu. **La situation était, jusqu'à la caricature, une répétition du drame de FRANCE TELECOM/ORANGE, 15 ans auparavant.**

Mais la lame de fond du ras-le-bol face à l'arrogance des dirigeants était manifestement lancée. Avant même le début du mouvement contre la retraite à points qui débuta le 5 décembre 2019, ça avait craqué de toute part à la SNCF, autour de la sécurité ferroviaire d'une part et des conditions de travail dans les ateliers de maintenance du matériel ensuite. Et au-delà de la SNCF, dans les hôpitaux ou chez les étudiants (après une tentative d'immolation par le feu d'un étudiant pour dénoncer la précarité grandissante d'une grande partie d'entre eux).



Surtout, on se souvient **que le mouvement a vite pris une ampleur de soulèvement général** avec la conjonction des **grèves de salariés**, des **occupations de ronds points ou des places vers lesquels les Gilets Jaunes étaient revenus** (plutôt que les manifestations hebdomadaires mises en scène par la police), et qu'ils avaient relancés comme lieux d'assemblées (dont plusieurs centaines d'entre elles avaient ironiquement invité Emmanuel Macron à participer à autant de « Petits débats »...), et d'une **multitude d'actions inspirées des mouvements non-violents et/ou de désobéissance civile** (on se souvient notamment, sur le thème des retraites, de la panique dans les agences bancaires suite à la vague des groupes de retraités joyeux qui procédaient à des « récupérations » de mobiliers dans les banques, en promettant de ne les rendre que lorsque l'Etat supprimerait tout avantage fiscal aux livrets d'épargne retraite et en reverserait le montant au régime de Sécurité sociale).

Si la répression policière qu'Emmanuel Macron avait voulue tout de suite extrêmement violente (on se souvient qu'il avait mobilisé l'armée contre les blocages des routiers), arrivait au début à contenir les manifestations de masse, en revanche, **la multiplication des assemblées populaires et des actions de petits groupes, qui pouvaient survenir à tout moment sur n'importe quel équipement public ou privé, avait désarmé les forces de l'ordre qui ne pouvaient courir partout à la fois.** D'ailleurs, des résistances étaient apparues dans les rangs mêmes de la police (par une vague d'arrêts maladie notamment), car de plus en plus d'agents rechaignaient à courser et matraquer des papys et des mamies « voleurs de chaise » ou « éteigneurs de panneaux publicitaires » ou « récupérateurs de produits » dans les supermarchés.

Et puis il y eût cette mort devant caméras et smartphones, de Wissem Guémiah, infirmière à l'hôpital de La Timone à Marseille, le samedi 21 décembre 2019. Alors qu'elle allait prendre son service, elle avait été mortellement atteinte par un projectile de LBD40 en pleine nuque, tiré par un agent de la BAC. **Ce fut la morte de trop !** Déjà l'année précédente, le 1^{er} décembre 2018, rue des Feuillants à Marseille, une veille grand-mère de 80 ans, Zineb Redouane, avait été mortellement atteinte, à sa fenêtre, par une grenade lacrymogène reçue en plein visage, sans qu'aucune enquête n'ait réellement été menée. Mais cette fois-ci, la colère fut plus forte, exacerbée par les réflexes de déni du Préfet et du Ministre.

S'était ensuivi une semaine d'émeutes dans les quartiers populaires de nombreuses grandes agglomérations. Em-

manuel Macron avait décrété l'état d'urgence avec couvre-feux et déploiement de l'armée. Mais la situation était devenue tellement explosive (certains disent aujourd'hui que le cran d'après n'aurait pu être que la guerre civile), qu'il avait été **contraint d'annoncer le retrait du projet de retraites à points et un gel des restructurations dans les services publics** (espérant au moins arrêter les grèves). Par ailleurs, à défaut de refaire le coup du « Grand débat », il avait joué son va-tout en annonçant qu'aux mêmes dates que les élections municipales de mars 2020, aurait lieu **l'élection d'une assemblée constituante chargée de réformer les institutions et de proposer une nouvelle constitution** à l'échéance des élections présidentielles et législatives de 2022.

PENDANT CE TEMPS-LÀ À VERACRUZ !

A l'étranger, la population chilienne, presque 50 ans après l'élection de Salvador Allende, avait forcé le gouvernement à dissoudre le parlement et à prévoir là aussi des élections pour une assemblée constituante (comme si les gouvernements s'étaient passé le truc pour désamorcer des bouleversements plus... révolutionnaires). Même chose en Algérie où une immense grève générale avec d'audacieux blocages de plusieurs casernes, avaient surpris et fissuré l'unité de



l'armée, et forcé les caciques du FLN à fuir. **Un peu partout les gouvernements avaient été mis en difficulté avec des changements sociaux plus ou moins aboutis.**

En revanche, au Rojava, une alliance des extrêmes-droites turque (Erdogan), syrienne (Bachar Al Assad), russe (Poutine) et étasunienne (Trump), encouragée par le silence coupable de tous les autres gouvernements, avait stoppé plus de 5 ans d'expérimentation d'un confédéralisme pluri-communautaire et éco-féministe.

L'INTENSE FOISONNEMENT DEPUIS 2020

En France, l'annonce du gel des « réformes », et le tour de passe-passe de l'assemblée constituante inscrite dans l'échéance des élections de 2022, avait réussi à démobiliser les franges les plus conservatrices de la contestation, et avait renvoyé à des conflictualités plus sectorielles et/ou locales.

Mais le plus caractéristique fut là encore qu'apparut à la surface, tout ce qui avait germé depuis les mouvements contre la loi travail de 2016, les Gilets Jaunes en 2018-2019, les réflexions sur l'effondrement des équilibres socio-naturels et leurs conséquences.

Sous la référence plus ou moins explicite aux théories de l'écologiste libertaire américain Murray Bookchin, on a vu se développer, plus particulièrement dans les territoires délaissés par le Pouvoir central, des **expériences de communalisme plus ou moins libertaires. La filiation avec la partie des Gilets Jaunes qui avaient répondu à l'appel de Commercys de janvier 2019, puis à l'assemblée des assemblées à**

Saint-Nazaire en avril suivant, était clair, comme l'avait souligné dès cette époque la philosophe Annick Stevens, elle-même impliquée depuis plusieurs années dans l'UPOP (Université Populaire de Marseille).

Les objets que se donnaient ces alternatives en actes pouvaient être très généraux (quasiment doubler l'institution officielle pour gérer un territoire sur un mode de démocratie directe et fédéraliste), ou très spécifiques (comme le collectif de femmes « *Fouffes qui peut* » en Ariège, qui agit sur la prise en compte sociale du vieillissement pour les femmes). Mais leur foisonnement a constitué une évolution sociale remarquable, et qui s'inscrit manifestement dans la durée.

Un foisonnement nourri également par tous ceux qui ont été touchés, là aussi à des degrés divers, **par les réflexions et pratiques de Pablo Servigne (associé à Raphaël Stevens et Gauthier Chappelle), autour des effondrements déjà engagés de sous-systèmes physico-chimiques, biologiques, so-**

ciaux, etc., qui vont au-delà du simple changement climatique, et dont on voit chaque année davantage les bouleversements durables qu'ils engendrent sur notre environnement et nos mécanismes sociaux. On se souvient de la séquence de ses ouvrages (« *Nourrir l'Europe en temps de crise* » en 2014, « *Comment tout peut s'effondrer* » en 2015, « *L'entraide, l'autre loi de la jungle* » en 2017, « *Une autre fin du monde est possible* » en 2018, et la revue trimestrielle « *Yggdrasil* » à partir de 2019) et des termes de collapsologie, collasposophie et collasopraxis (qui avaient contribué à un relatif succès médiatique), proposant un rapport au monde radicalement repensé. Or à la croisée des militances de type désobéissants, des jeunes pour le climat, du mouvement des éco-villages, on s'aperçoit chaque jour davantage que des franges non négligeables de la population tentent à des degrés divers de se déprendre concrètement et structurellement du mode de vie à proprement parler suicidaire imposé par l'idéologie néolibérale à l'appui de l'exploitation capitaliste.



Dans certaines communes, du Massif Central notamment, **des Maires tentent d'appuyer les institutions communales sur ces expériences d'autonomie, également dans le but de mieux résister eux-mêmes contre les Préfets qui ont des**

PENDANT CE TEMPS-LÀ À VERACRUZ !

Autour de nous en Europe, des tendances semblables se dessinent, avec les spécificités de leurs histoires propres. En Italie où des expériences de municipalisme libertaire existaient depuis longtemps (1992 pour ne citer que la plus connue, à Spezzano Albanese en Calabre), ou encore en Espagne (où une mémoire sociale de la révolution de 1936, même très amoindrie, a survécu au très long étouffoir franquiste puis néolibéral), **un sursaut d'initiatives d'autonomies par la base, a commencé à arracher les imaginaires aux impasses nationalistes** (fascisme de la Ligue du Nord en Italie, ou séparatisme bourgeois en Catalogne).

En Afrique, les mêmes constats écologico-politiques servent des réappropriations collectives de destins, soit pour gérer l'inertie du chaos social engendré par le pillage capitaliste (avec notamment un regain des réseaux *Alarm Phone* et *Watch the Med*, qui, depuis 2014, tissent des outils de solidarité, d'entraide et de mémoire pour les migrants qui ten-

consignes de répression administrative dès que des arrêtés locaux sont pris, qui contraient si peu que ce soit les intérêts des groupes chimiques ou agroalimentaires, dont la FNSEA reste jusqu'au bout le fidèle chien de garde. On se souvient des mouvements locaux aux bases larges, contre le glyphosate ou les fongicides, utilisés massivement, et que l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire –ANSES– trop ouvertement aux ordres de l'Etat et des industriels, refusait de régler, malgré les études scientifiques alarmantes.

Dans les espaces urbains de la métropolisation (qui structure la politique d'aménagement du territoire depuis 20 ans), ce sont **des luttes plus dures qui sont menées contre les « requalifications » (qui visent toute à éloigner les classes populaires des centres), mais aussi des réappropriations collectives à l'échelle d'immeubles ou de cités.** On se souvient, à la charnière de 2019 et 2020, des actions du Collectif Maison Blanche, à Marseille, emblématique de tant d'autres. Jusqu'à des situations en apparence improbable où c'est un *McDonald's* (celui de Saint-Barthlémy, dans les quartiers nord de Marseille là aussi) qui avait fédéré la résistance d'un quartier autour d'un lieu du vivre-ensemble, et qui avait fini en 2021 par être arraché à la collusion mafieuse du franchiseur escroc et de la Mairie de Marseille, pour être socialisé *via* une SCOOP.

Alimentant ce foisonnement, un petit livre en apparence aride avait eu un succès inattendu : « *Quelles normes comptables pour une société du commun ?* » d'Edouard Jourdain (Ed. Charles Léopold Mayer), promu par l'Institut Veblen (œuvrant pour une société respectant les limites physiques de la planète, une organisation sociale plus solidaire et une économie plus démocratique). Des associations, coopératives ou collectifs s'en sont emparés pour **penser une comptabilité qui n'enferme plus dans la logique mortifère néolibérale, mais rende compte de ces nouvelles préoccupations sociales et environnementales.** Dans cette veine, des expériences de monnaies « fondantes » (interdisant l'accumulation) ou de communautés fondées sur des droits collectifs non monétisés, sont apparues ici et là.

Bref, même si la classe politique traditionnelle est restée en place et se livre à des numéros d'équilibriste pour conserver pouvoirs et privilèges, elle doit composer depuis 5 ans avec cette dynamique d'initiatives et de contrôles par le bas, dans un esprit fédéraliste, qui a d'ailleurs imprégné – certes timidement – la nouvelle constitution inaugurée avec les élections du printemps 2022.

tent toujours de traverser la Méditerranée par milliers), soit pour s'attaquer à des scandales monstrueux comme celui du diesel « de qualité africaine » (les négociants occidentaux qui incorporent volontairement, pour l'Afrique, des sous-produits de raffinage, conduisant à des taux de soufre – toxique pour l'homme et l'environnement- jusqu'à 300 fois la norme européenne).

En Amérique latine, les mouvements des populations d'origine indigène, longtemps seuls durant les années 1990 et 2000, trouvent enfin dans ces préoccupations d'écologie politique traversant désormais plus largement les sociétés, des motifs d'alliances pour consolider leurs expériences d'autonomie.

Et puis, depuis la fin 2020, **dans la poudrière de l'Irak, on a vu les zones kurdes (le Kurdistan Başûr), sans doute irriguées par les réfugiés du Rojava, reprendre timidement mais sûrement les principes d'organisation confédéralistes et éco-féministes** de l'expérience syrienne (alors que les représentants des partis kurdes irakiens étaient restés jusque-là très claniques et d'inspiration marxiste-léniniste).

DES TRANSPORTS REPENSÉS

Avec l'urgence environnementale, le vaste mouvement de bascule des imaginaires sociaux et des pratiques sociales que nous vivons depuis 5 ans, a conduit aussi à un début de remise en cause de la politique des transports, associée à la question de l'énergie et de l'aménagement du territoire (nécessairement liées dans les réflexions d'écologie politique). L'inertie des choix faits dans ces domaines engage des évolutions longues (l'unité de temps de l'énergie nucléaire est au minimum le millénaire, celle de la transformation d'une ville de 30-40 ans, celle de la restructuration d'un réseau routier ou ferroviaire de 20-30 ans). Le démantèlement continu du système ferroviaire depuis 25 ans ne peut donc être inversé en quelques années. Mais au moins l'opinion semble-t-elle partager **une exigence de cohérence dans une politique coordonnée des transports, de l'énergie et de l'aménagement du territoire, reposant sur quelques axiomes :**



- **Relocaliser les activités de production** et encourager les cycles de vie des produits intégrant des emplois successifs à chaque étape
- **Inverser la logique concentrationnaire de la métropolisation autour des capitales régionales**, qui induit l'artificialisation des sols, la nécessité d'infrastructures de transport lourdes et coûteuses dimensionnées sur les pointes de début et fin de journée – le *mass transit* – et sert l'*apartheid* social (centres « disneylandisés » sous la surveillance de caméras et vigiles, s'opposant aux quartiers périphériques, au mieux dortoirs, au pire abandonnés par l'action publique). Et privilégier au contraire là aussi une relocalisation plus diffuse permettant une orga-

nisation de l'espace et du temps plus immédiatement à l'échelle humaine.

- **Être enfin cohérent dans l'investissement public, et saturer les infrastructures ferroviaires, qui sont à coûts principalement fixes** (faire circuler 10 trains plutôt qu'un seul sur une voie donnée ne coûte pas 10 fois plus cher mais plutôt 2 ou 3 fois seulement, et dont l'impact sur l'environnement est moindre (impermeabilisation des sols, efficacité énergétique, accidentologie,...). Ce qu'on a appelé le « modèle suisse ».

Et puis, **ici aussi, la réappropriation de sa vie par le bas fait son œuvre**. En effet, si le démantèlement de la SNCF depuis 25 ans nous lègue aujourd'hui un système ferroviaire aux interfaces multipliées et fragiles (avec plusieurs gestionnaires d'infrastructure, plusieurs opérateurs ferroviaires, difficilement coordonnables, engendrant doublons ou triplons ruineux et abandons complets ailleurs), on a vu apparaître des **initiatives locales réactualisant des systèmes moins technologiques, moins coûteux, mieux maîtrisables et globalement plus souples**.

La plus emblématique de ces expériences est la **réouverture de la ligne Ussel-Laqueuille** (toujours dans ce Massif Central qui apparaît comme un foyer de réordonnement de nos structures sociales), **avec un Gyrotrain réactualisant la technique du volant d'inertie** (dont une exploitation avait existé dans les années '50 et '60 avec les Gyrobus de la société Oerlikon, à Yverdon et Grandson en Suisse, à Léopoldville au Congo belge ou à Gand en Belgique, mais que le pétrole triomphant et la logique de rentabilité strictement économique avaient fini par condamner). En acceptant un ralentissement du temps, en réordonnant les plans d'occupation des sols des communes limitrophes pour favoriser la proximité avec les arrêts créés ou recréés sur la ligne ferroviaire, et en développant à chaque halte le système de stockage de l'énergie (pour recharger le volant d'inertie) le plus simple et adapté au lieu (éolienne, solaire, mini-barrage), cette expérience ouvre la voie à une révolution dans la manière de penser les transports publics sur un mode soutenable et fédéraliste, et non plus technocratique par le haut (au moins pour le transport de personnes car cette technique n'est par contre pas transposable au fret ferroviaire).

RISQUES INDUSTRIELS, SANTÉ AU TRAVAIL, JUSTICE SOCIALE

ET ENVIRONNEMENT

Après le sang contaminé impliquant en France le CNTS (Centre Nationale de Transfusion Sanguine), l'explosion de l'usine Union Carbide à Bhopal en Inde, ou Tchernobyl en Ukraine, dans les années '80, **les décennies '90, 2000 et 2010** avaient été marquées par la multiplication des révélations de scandales industriels impactant les salariés et/ou les populations à très grande échelle : l'amiante, mais aussi les OGM - organismes génétiquement modifiés -, le plomb, les perturbateurs endocriniens, et de nombreux accidents d'ampleur comme AZF Toulouse (2001), Fukushima (2011), jusqu'à Lubrizol à Rouen en 2019.



...

Au fil de ces drames, tout un mouvement s'était créé autour d'associations de victimes, de réflexions et d'expertises sur les risques industriels et la santé au travail, d'organisations syndicales, de cabinets d'avocats, pour **remettre en cause ce modèle de développement économique se construisant contre la santé des populations** (les personnes au travail comme les usagers des biens ou services concernés) **et l'environnement**. En face, l'Etat, au travers de son appareil judiciaire, avait tout fait pour que des responsabilités ne soient pas établies, et *a fortiori* que des condamnations ne viennent pas baliser l'activité économique par de grands interdits sociaux.

En novembre 2019, un colloque avait eu lieu à Givors avec pour thème « *Du travail au lieu de vie, quelles mobilisations contre les risques industriels et les atteintes à l'environnement ?* », qui s'était achevé par ce qui restera comme **l'Appel de Givors** (pour la protection de la santé au travail et de l'environnement), revendiquant une inversion de la priorité entre l'économie et la vie.

La conclusion de cet Appel de Givors disait : « *Le désastre survenu à Rouen rappelle la nécessité de protéger la parole des salarié·s de ces industries à risques. Il*

nous rappelle que de vastes pans de la réglementation du travail, comme celle sur les installations classées pour la protection de l'environnement, restent inappliqués. Il invite également à souligner qu'une prévention effective des pathologies d'origine industrielle requiert de repenser la production en terme de besoins plutôt qu'en fonction des marchés. Dans la déclaration diffusée cette année à l'occasion de son centenaire, l'Organisation internationale du travail plaide pour une « transition juste » de l'économie, c'est-à-dire la mutation écologique des activités productives dont les travailleuses et les travailleurs doivent être les bénéficiaires. Les participants au colloque de Givors entendent participer à cette transition juste, en contribuant au débat sur l'utilité sociale et la viabilité écologique de la production, condition d'une politique de prévention effective contre les nuisances industrielles ».

DU PROCÈS SNCF/PÉPY/RAIGNEAU À CELUI POUR

CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

C'est à l'aune de ce chemin parcouru depuis 2018-2019, qu'il faut voir le **procès pour harcèlement moral organisationnel**, qui s'ouvrira le 2 décembre 2024, et qui **visé le dirigeant emblématique du démantèlement du système ferroviaire et de ses métiers - Guillaume Pépy -**, mais aussi son dernier DRH, **Benjamin Raigneau**, qui, s'il n'a pas été le seul, avait en revanche été d'un zèle et d'une morgue toute singulière, à partir de 2018, dans la casse sociale au pas de charge et le déni de tous les désastres humains induits (suicides et psychopathologies). Ce procès apparaît la continuité de celui de 2019 contre France Télécom et son équipe dirigeante, et devrait permettre d'asseoir ces nouveaux interdits sociaux quant aux organisations du travail mortifères.

Mais il fait aussi transition avec l'action judiciaire suivante, que l'Union Syndicale SOLIDAIRES, avec plusieurs associations intervenant dans le champ de la santé au travail, ont annoncé vouloir ouvrir en déposant **plainte avec constitution de partie civile contre l'ex-Président de la République Emmanuel Macron, l'ex-Premier Ministre Edouard Philippe, l'ex-Ministre du travail Muriel Pénicaud, le patron des patrons Pierre Gattaz, et plusieurs PDG de grands groupes publics et privés, pour crime contre l'humanité !**

Sans doute les bouleversements observés depuis 5 ans et rappelés dans ce numéro d'**ICI & DEMAIN** ne seront-ils pas encore suffisants pour que cette infraction soit retenue aux fins de caractériser les organisations du travail

ayant porté une atteinte grave et durable à la santé psychique de centaines de milliers de personnes. Mais le débat mérite néanmoins d'être posé et mené. Comme le rappellent en effet les avocats des plaignants et parties civiles, **la notion de crime contre l'humanité**, dans le Statut de Rome de 1998 instituant la Cour Pénale Internationale, et repris aux articles L.211-1 et L.212-1 du Code pénal en France, **se caractérise par :**

- Un **plan concerté à l'encontre d'un groupe de population civile dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique**,
- Et **des actes causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou psychique**



Or, depuis au moins 1998 et la parution du livre de Christophe Dejours (« *Souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale* »), de nombreuses publications de chercheurs en psychopathologies du travail, ont rendu compte d'études cliniques et théoriques sur les liens entre travail et santé mentale, sur ce qui, dans les organisations du travail, peut nourrir le travail et en faire un fondement de la santé mentale, et ce qui, au contraire, tue le travail et précipite les personnes dans des psychopathologies graves, jusqu'au suicide.

Parallèlement, de tout aussi nombreux travaux de sociologues (dont ceux de Danièle Linhart pour n'en citer qu'une), ou de juristes (dont ceux d'Alain Supiot sur la gouvernance par les nombres, pour n'en citer qu'un), ont montré que les nouvelles méthodes de *management*, jetant des personnes par centaines de milliers dans des tourments psychiques plus ou moins aigus, ont été théorisées, enseignées, et mises en oeuvre délibérément.

Les responsables politiques et les détenteurs du capital qui ont financé, promu et organisé la mise en œuvre de ces nouvelles méthodes de management savaient donc parfaitement ce qu'ils faisaient et pourquoi (s'assurer la domination sur les personnes au travail pour reproduire les conditions de leur pouvoir).

De même les responsables d'Union Carbide à Bhopal, de Total-AZF à Toulouse, d'Eternit pour l'amiante, de Monsanto pour le Round Up et les OGM associés, et les ministres qui ont relayé leurs exigences, connaissaient parfaitement les dangers pour la santé des salariés et des populations en général, et les ont mis en oeuvre délibérément, dans le but là encore de préserver les conditions de leur puissance sur les destins des humanités concernées.

Il n'est donc pas aberrant de vouloir qualifier ce management moderne, et ces crimes industriels, de crime contre l'humanité.

CE N'EST QU'UN DÉBUT, CONTINUONS LE COMBAT !

Nous avons voulu rappeler ces évolutions sociales significatives de la période écoulée 2019-2024, pour donner à voir que nous sommes bien en train de vivre la fin de la période historique de la modernité occidentale (ouverte au XVI^e siècle) et de son déterminant le capitalisme. Ce qui doit nous donner du cœur à l'ouvrage.

Ce futur procès pour crime contre l'humanité, que nous appelons de nos vœux a pour vocation d'être symbolique de cette transition d'une ère historique à une autre. Mais il est tout sauf acquis que l'ère nouvelle soit pleinement émancipatrice. Les détenteurs du capital et la classe politique qu'ils se sont inféodée, restent en place et résistent avec acharnement à la restitution du pouvoir qu'elles avaient usurpé. Toutes les évolutions sociales rappelées ci-dessus ne l'ont été qu'au bénéfice d'une conflictualité permanente (depuis le grand mouvement de décembre 2019 aux multiples petits combats pour récupérer le pouvoir de décision et d'organisation au plus près des collectivités humaines concernées).

Il ne faut pas baisser la garde, et mettre inlassablement l'entraide et la coopération au fondement de nos organisations sociales, pour que s'éloignent durablement les accapareurs et despotes de tous poils.

Décembre 2024 marquera les 5 ans du mouvement de décembre 2019. Soyons dignes de cette filiation pour définitivement changer d'ère.

